REPUBLIQUE DU CAMEROUN

PAIX - TRAVAIL - PATRIE

RAPPORT ANNUEL DE PERFORMANCE 2017

CHAPITRE 25

MINISTERE DES ENSEIGNEMENTS SECONDAIRES

VERSION FRANÇAISE

SOMMAIRE

	NOTE EXPLICATIVE	**4**
1.	**CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DES PROGRAMMES**	**5**
1.1.	RAPPEL DE LA SYNTHÈSE STRATÉGIQUE	6
1.2.	PRÉSENTATION DU DOMAINE D'INTERVENTION DU MINISTÈRE	8
1.3.	CONTEXTE DE L'EXÉCUTION DES PROGRAMMES	9
1.4.	AUTRES FAITS MAJEURS DE L'ANNÉE 2017	10
2.	**ETAT DE MISE EN OEUVRE DES PROGRAMMES**	**11**
2.1.	**PROGRAMME 331:** RENFORCEMENT DE L'ACCES A L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE	12
2.1.1.	PRÉSENTATION DU PROGRAMME	13
2.1.2.	CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME	14
2.1.3.	PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2017	14
2.1.4.	PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2017	16
2.2.	**PROGRAMME 332:** AMELIORATION DE LA QUALITE DE L'EDUCATION ET DE LA VIE EN MILIEU SCOLAIRE DANS LE SOUS-SECTEUR DES SENSEIGNEMENTS SECONDAIRES	20
2.2.1.	PRÉSENTATION DU PROGRAMME	21
2.2.2.	CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME	22
2.2.3.	PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2017	22
2.2.4.	PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2017	24
2.3.	**PROGRAMME 333:** INTENSIFICATION DE LA PROFESSIONNALISATION ET OPTIMISATION DE LA FORMATION DANS LE SOUS-SECTEUR DES ENSEIGNEMENTS SECONDAIRES	30
2.3.1.	PRÉSENTATION DU PROGRAMME	31
2.3.2.	CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME	32
2.3.3.	PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2017	32
2.3.4.	PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2017	34

2.4. **PROGRAMME 334:** GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DANS LE SOUS SECTEUR ENSEIGNEMENTS SECONDAIRES 40

2.4.1. PRÉSENTATION DU PROGRAMME 41

2.4.2. CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME 42

2.4.3. PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2017 42

2.4.4. PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2017 44

3. BILAN STRATEGIQUE ET PERSPECTIVES 52

3.1. RAPPROCHEMENT DES RÉSULTATS OBTENUS AVEC L'OBJECTIF STRATÉGIQUE DU MINISTÈRE 53

3.2. LEÇONS APPRISES 53

3.3. PERSPECTIVES 53

NOTE EXPLICATIVE

1. CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DES PROGRAMMES

1.1. RAPPEL DE LA SYNTHÈSE STRATÉGIQUE

Programme	Action	Objectif	Indicateur	base line en 2016	Cible 2018
Renforcement de l'accès à l'Enseignement Secondaire		Accroître l'accès aux Enseignements Secondaires	Taux de transition duprimaire au secondaire	69.62%	72%
	Développement desinfrastructures scolaires	Améliorerla capacité d'accueil en réduisant les disparités de toutessortes dans les enseignements secondaires	Nombre d'apprenants/salle de classe	62	62
	Développement deséquipements scolaires	Accroître le nombre depostes de travail	Nombre d'apprenants/poste de travail	30	20
	Gestion des établissements scolaires et desEcoles Normales	Assurer le bon management des établissements scolaires et des Ecoles Normales	% des activités réalisées	83	95
Amélioration de la qualité de 'éducation et de la vie en milieu scolaire		Améliorer la qualité des apprentissages	Taux d'achèvement du premier cycle	71,13%	75%
	Amélioration de l'action pédagogique	Accroître le taux de réussite des apprenants	Taux moyen de promotion des apprenants	45,57%	60%
	Renforcement de la luttecontre les déperditionsscolaires	Améliorer l'efficacité interne	Taux de déperdition scolaire	11,63%	8%

	Améliorationdes conditions de travail et devie en milieu scolaire	Améliorer les conditions d'épanouissement des personnels d'encadrement et des apprenants	% du Budget consacré à cette action	19,75 %	23%
Intensification de la Professionnalisation et Optimisation de la Formation		Adapter les formations à l'environnement socioéconomique	Nombre de filières professionnalisantes développées dans l'Enseignement SecondaireTechnique et Professionnel	50	62
	Diversification de l'offre de formation professionnalisante	Accroître l'offre de formations professionnelles	Pourcentage des effectifs desapprenants dans lesfilières professionnalisantes	21,83%	30
	Développement de l'entrepreneuriat en milieu scolaire	Développer chez les apprenants les compétences d'entrepreneur	Nombre d'incubateursde microentreprises fonctionnels	0	11
	Renforcement de la compétitivité de laformation et del'innovation	Développer chez les apprenants les aptitudes complémentaires facilitant leur insertion socioprofessionnelle	% d'établissements offrant des formations à valeurajoutée (TIC)	13 %	20 %
Gouvernance et Appui institutionnel		Améliorer la gouvernance et la gestion optimale des ressources	Taux de réalisation des activités programmées	97%	97%
	Audit interne et contrôle	Evaluer la qualité du fonctionnement et du rendement des servicescentraux, déconcentrés et sous-tutelle	% de structures auditées et contrôlées	90%	95%

	Renforcement du système d'information	Améliorer le pilotage dusous-système par uneinformation fiable etdisponible	Nombre d'outils informatiques (TIC) d'aide à la décisiondéveloppés etopérationnels	8	10
	Renforcement de la planification et de la coopération	Améliorer la qualité desprogrammations etl'efficacité des dépenses	Documents de planification et deprogrammation élaborés	4	4
	Gestion des ressources humaines	Améliorer la qualité de lagestion administrative du personnel	% de dossiers traités (SIGIPES)	80%	96%
	Gestion financière et budgétaire au MINESEC	Assurer une bonne exécution du budget et desprogrammes	Tauxd'exécution du budget	95%	97%
	Veille et Conseil Juridique	Développer la culture juridique	Taux d'avis juridiquesémis	90%	100%
	Coordination	Améliorer la collecte et lagestion de l'information dans les services centraux et déconcentrés du MINESEC	% de rapports d'activités collectés et exploités	84%	90%

1.2. PRÉSENTATION DU DOMAINE D'INTERVENTION DU MINISTÈRE

Conformément au décret n°2012/267 du 11 juin 2012 portant organisation du Ministère des Enseignements Secondaires, ce département ministériel est responsable de l'élaboration, de la mise en œuvre et de l'évaluation de lapolitique du Gouvernement en matière d'enseignement secondaire et d'enseignement normal.A ce titre, il est chargé :

de l'organisation et du fonctionnement de l'enseignement secondaire général ettechnique;
de l'organisation et du fonctionnement de l'enseignement normal;
de la conception des programmes d'études et de la recherche des méthodes del'enseignement secondaire général et technique ainsi que du contrôle de leur mise enœuvre ;
de la conception des programmes d'études et de la recherche des méthodes del'enseignement normal et technique ainsi que du contrôle de leur mise en œuvre, enrelation avec le ministère chargé de l'éducation de base ;

de la formation morale, civique et intellectuelle des élèves de l'enseignement secondairegénéral et technique, en liaison avec le ministère chargé de la Jeunesse et del'Education civique ;
de l'élaboration et du suivi de la mise en œuvre de la carte scolaire de ce niveaud'enseignement ;
de l'élaboration, de l'analyse et de la tenue des statistiques de ce niveaud'enseignement ;
du suivi et du contrôle de la gestion administrative et pédagogique des structuresd'enseignement publiques et privées pour ce niveau d'enseignement;
de l'orientation et de la planification scolaire ;
de la politique du livre pour ce niveau d'enseignement ;
du suivi des constructions des bâtiments et infrastructures scolaires de ce niveaud'enseignement ;
de la gestion et de la formation continue des personnels enseignants de ce niveaud'enseignement sous réserve des attributions dévolues aux autres chefs de départements ministériels.

Il assure la tutelle de :
l'Office du Baccalauréat du Cameroun (O.B.C) ;
General Certificate of Education Board (G.C.E.Board).

1.3. CONTEXTE DE L'EXÉCUTION DES PROGRAMMES

Le contexte démographique :
Comme les années précédentes, le Sous-secteur des Enseignements Secondaires est resté soumis à la forte demande d'éducation en provenance de l'Education de base. A cette demande nationale, liée à l'accroissement démographique et aux innovations pédagogiques qui ont réduit le taux de redoublement dans le primaire, il faut ajouter la demande d'éducation exprimée par les réfugiés dans certaines localités frontalières.

Le contexte social :
Ce contexte a été marqué par :
1) La situation précaire des établissements et des élèves déplacés dans la Région de l'Extrême-Nord à cause des exactions de la secte Boko Haram ;
2) Lacrise sociale dans les régions du Nord-ouest et du Sud-ouest qui a pour conséquences :
- la destruction des infrastructures et des équipements scolaires ;
- l'exode scolaire des élèves vers les régions limitrophes ;
- l'interruption des activités d'enseignement ;
- la baisse des recettes affectées des établissements scolaires de ces régions ;

3) le développement en milieu scolaire des violences et des fléaux tels que la consommation des drogues qui aggravent les déperditions scolaires etles problèmes de santé scolaire.

Le contexte pédagogique :

Sur le plan de la pédagogie, l'action du MINESEC a été guidée par :

- la révision des programmes d'études bâtis selon l'Approche Par les Compétences avec Entrée par les Situations de Vie ;
- la professionnalisation des Enseignements par la mise en place de Lycées Professionnels et l'équipement lourd des ateliers de pratique professionnelle ;
- l'introduction de la formation en alternance école/entreprise dans l'Enseignement Secondaire Technique et Professionnel, comme le stipule l'article 20 de la Loi d'Orientation de l'Education de 1998.

Lecontexte technologique

Le contexte technologique est marqué par :

- ladégradation des infrastructures scolaires par le vieillissement ;
- l'absence des équipements pédagogiques sur le marché local

Par ailleurs, en 2017, le MINESEC s'est engagé dans une phase expérimentale de construction de salles de classe en matériaux locaux.

Lecontexte institutionnel et budgétaire

Sur le plan institutionnel et réglementaire, les programmes ont été exécutés dans un contexte de stabilité (organigramme, réglementation en matière de Marchés Publics, etc). Toutefois, la loi n°2017/010 du 12 juillet 2017 portant statut général des établissements publics a introduit des modifications des textes de l'OBC et du GCE Board.

Concernant le contexte budgétaire, il a été marqué par le décret n°2017/10948/PM du 25 octobre 2017 autorisant le virement de crédits à l'intérieur du Budget de l'Etat, au titre de l'exercice 2017. Par ce virement, 1 544 000 000 de FCFA ont été prélevés du BIP du MINESEC, entraînant l'engagement des contrats concernés.

1.4. AUTRES FAITS MAJEURS DE L'ANNÉE 2017

Par décret n°2017/11738/CAB/PM du 23 novembre 2017, le Premier Ministre Chef du Gouvernement a organisé le Conseil National d'Agrément des Manuels Scolaires et des Matériels Didactiques. Ce décret marque le lancement de la mise en œuvre de la réforme de la politique du Livre, qui doit réduire le nombre de livres au programme.

2. ETAT DE MISE EN OEUVRE DES PROGRAMMES

2017

RAPPORT ANNUEL
DE PERFORMANCE

2.1. PROGRAMME 331

RENFORCEMENT DE L'ACCES A L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE

Responsable du programme

MAMBINGO EPALLE Pierre Lucien

2.1.1. PRÉSENTATION DU PROGRAMME

Ce programme comporte trois actions qui sont: - Développement des infrastructures scolaires - Développement des équipements - Gestion des établissements scolaires et des Ecoles Normales

2.2.1 Présentation du programme

Objectif	Accroître l'accès aux Enseignements Secondaires	
Indicateur	**Intitulé :**	Taux de transition du primaire au secondaire
	Unité de mesure :	Pourcentage
	Valeur de référence	69,62%
	Année de référence	2016
	Valeur cible	72%
	Année cible	2018
	Année intermédiaire (2017)	70
Actions du programme	Action 01 : DEVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES SCOLAIRES Action 02 : DEVELOPPEMENT DES EQUIPEMENTS SCOLAIRES Action 03 : GESTION DES ETABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE ET DES ECOLES NORMALES	
Dotations initiales	**AE : 19 572 279 000**	**CP : 18 142 279 000**
Responsable du programme	**M. MAMBINGO EPALLE Pierre Lucien,** Chef de la Division des Projets, de la Planification et de la Coopération	

OBJECTIF	Accroître l'accès aux Enseignements Secondaires	
Indicateur	Intitulé:	Taux de transition du primaire au secondaire
	Unité de mesure	%
	Valeur de référence: Année de référence:	69.62000274658203 2015
	Valeur Cible Année cible:	72.0 2018

ACTIONS DU PROGRAMME	Action 01: DEVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES SCOLAIRES Action 02: DEVELOPPEMENT DES EQUIPEMENTS SCOLAIRES Action 05: GESTION DES ETABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE ET DES ECOLES NORMALES	
DOTATIONS INITIALES	AE 19 572 279 000	CP 18 142 279 000
RESPONSABLE DU PROGRAMME	MAMBINGO EPALLE Pierre Lucien,	

2.1.2. CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME

Contexte de mise en œuvre du programme

- L'accroissement de la demande d'enseignement secondaire provenant de l'enseignement primaire en conséquence des réformes pédagogiques adoptées dans ce sous-secteur;
- la crise sociopolitique dans les régions du Nord-ouest et du Sud-ouest qui a pour conséquences :

1. la destruction des infrastructures et des équipements scolaires ;
2. l'exode scolaire des élèves vers les régions limitrophes ;
3. la baisse des recettes affectées des établissements scolaires de ces régions ;

- la dégradation des infrastructures scolaires par le vieillissement;
- l'adoption de l'Approche Par Compétence (APC) selon laquelle le choix des équipements est commandé par les programmes d'études;
- la politique d'utilisation des matériaux locaux dans la construction de bâtiments ;
- a mise en place du plan d'urgence d'investissement scolaire à l'Extrême-Nord.
- Le virement de crédits autorisé par le Décret n°2017/10948/PM du 25 Octobre 2017 a entraîné la suspension de l'exécution des projets affectés ce qui a eu pour conséquences néfastes la baisse du taux de réalisation de nos activités.

2.1.3. PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2017

2.2-3-Performance globale du programme en 2017

Malgré la modicité du BIP du MINESEC, la performance globale du programme est satisfaisante car les Enseignements Secondaires ont pu accueillir près de 72% des sortants du Primaire. Toutefois, il convient de remarquer que :

- le taux de transition vers l'Enseignement Secondaire Technique reste faible (18,77%) par rapport à l'Enseignement Secondaire Général (58,21%). Cette tendance n'est pas de nature à favoriser l'atteinte des objectifs de la stratégie sectorielle qui vise le développement de l'Enseignement Secondaire Technique et Professionnel ;
- le taux de transition global reste inférieur à la moyenne dans quatre régions : Nord (43,77%), Extrême-Nord (48,87%), Adamaoua (72,35%) et Est (73,63%).

RÉSULTAT TECHNIQUE OBTENU	71,85%	
TAUX DE RÉALISATION DE L'INDICATEUR	76,98	
DOTATION DE CRÉDITS RÉVISÉS:	AE 18 337 193 809	CP 16 907 193 809
(écarts = Dot.init - Dot.rev)	Ecart AE 1 235 085 191	Ecart CP 1 235 085 191
CRÉDITS CONSOMMÉS	AE 11	CP 11
TAUX DE CONSOMMATION	64,63 %	65,66 %
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES	- la disponibilité des dossiers techniques des projets à gestion déconcentrée permet un aboutissement plus rapide des procédures de contractualisation (75% d'engagement) ; - La majorité des projets de construction ont été exécutés, mais les réceptions ont été prononcées tardivement, ce qui n'a pas permis que l'ordonnancement des dépenses soit faite avant la clôture de l'exercice budgétaire ; - Le taux d'exécution des projets de tables-bancs, d'ordinateurs et de kits pédagogiques est élevé parce que ces projets relèvent des Bons de Commande et ne nécessitent pas de procédures de passation des marchés ; - Les projets d'infrastructures et d'équipements correspondent à des besoins clairement identifiés dans les établissements scolaires; - Les équipements pédagogiques de base sont disponibles sur le marché local, ce qui réduit le nombre de projets inexécutés ; - Cependant, le taux d'accroissement de la population scolaire est plus que proportionnel à celui des ressources allouées à l'acquisition des équipements ; - Les établissements scolaires des régions du Nord-ouest et du Sud-ouest ont connu des difficultés de fonctionnement dues à la baisse de leurs recettes affectées ; Les partenaires, notamment les Associations des Parents d'Elèves et d'Enseignants (APEE) ont également contribué à l'accroissement de la capacité d'accueil des établissements scolaires à travers la construction de salles de classe	
PERSPECTIVES 2018	- Améliorer la capacité d'accueil des quatre régions du Nord, de l'Extrême-Nord, de l'Adamaoua et de l'Est ; - Renforcer la capacité d'accueil de l'Enseignement Secondaire Technique ; - Poursuivre le renforcement de la capacité d'accueil des établissements scolaires ; - Mettre en œuvre un plan de rattrapage pour les élèves des régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest ; - Améliorer l'exécution du Plan de Passation des Marchés Publics.	

2.1.4. PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2017

Action 01 DEVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES SCOLAIRES

- Le retard accusé dans la finalisation des études techniques des projets à gestion centrale a impacté négativement leur contractualisation, leur exécution et la consommation des crédits (86% d'engagement mais 24% seulement d'ordonnancement);
- La majorité des projets de construction ont été exécutés, mais les réceptions ont été prononcées tardivement, ce qui n'a pas permis que l'ordonnancement des dépenses soit faite avant la clôture de l'exercice budgétaire ;
- Le virement de crédits autorisé par le Décret n°2017/10948/PM du 25 Octobre 2017 a entraîné la suspension de l'exécution des projets affectés ;
- la disponibilité des dossiers techniques des projets à gestion déconcentrée permet un aboutissement plus rapide des procédures de contractualisation (75% d'engagement) ;
- la faiblesse du suivi et du contrôle de l'exécution des projets dans les structures déconcentrés en retarde encore l'exécution dans les délais (68% d'ordonnancement pour un taux d'engagement de 75%).

OBJECTIF	améliorer la capacité d'accueil en réduisant les disparités de toutes sortes dans les enseignements secondaires							
Indicateur	Intitulé:		Ratio nombre d'apprenants/salle de classe				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure		nb					
	Année de référence:		2015					
	Valeur de référence:		62.0					
	Année cible:		2018					
	Valeur Cible		62.0				69%	
	Réalisation exercice (Résultat technique):		60,62					
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	4 921 629 000	3 491 629 000	4 451 334 784	3 021 334 784	867	665	19,47 %	22,01 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	- l'accroissement de la demande d'éducation provenant de l'enseignement primaire ; - le vieillissement des infrastructures scolaires qui induit des besoins considérables en réhabilitation ; - la politique gouvernementale de développement de l'utilisation des matériaux locaux dans les projets de construction de bâtiments							

ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	- construction de : · 88 blocs de 2 salles de classe avec bureau ordinaire ; · 07 blocs de 2 salles de classe en matériaux locaux dans la région du Centre ; · 15 ateliers de pratique professionnelle dans les CETIC et Lycées Techniques; - lancement des travaux de construction de 03 blocs pédagogiques R+1 (Lycée de Nkolmesseng, Lycée de Nkoldongo et Lycée de NSAM Efoulan); - achèvement des travaux de construction de 2 blocs pédagogiques R+1 (Lycée de Mbo Yom Bandjoun et Lycée Technique Douala Akwa) ; - achèvement des études techniques pour la construction de : · 03 établissements clés en main (GTC Mewoulou, ENIET Jikejem et ENIEG Edéa) ; · 01 bloc pédagogique R+2 au Lycée Technique Industriel et Commercial de Yaoundé ; - réhabilitation de diverses infrastructures dans 5 établissements scolaires (CES de SOMAKAI, LEG D'ABANG-NKONGOA, LB DE MOUANKO, LEG DE POUMA, LEG DE KONYE) ; - raccordement de 14 établissements scolaires au réseau d'électricité
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	- Le retard accusé dans la finalisation des études techniques des projets à gestion centrale a impacté négativement leur contractualisation, leur exécution et la consommation des crédits (86% d'engagement mais 24% seulement d'ordonnancement); - La majorité des projets de construction ont été exécutés, mais les réceptions ont été prononcées tardivement, ce qui n'a pas permis que l'ordonnancement des dépenses soit faite avant la clôture de l'exercice budgétaire ; - Le virement de crédits autorisé par le Décret n°2017/10948/PM du 25 Octobre 2017 a entraîné la suspension de l'exécution des projets affectés ; - la disponibilité des dossiers techniques des projets à gestion déconcentrée permet un aboutissement plus rapide des procédures de contractualisation (75% d'engagement) ; - la faiblesse du suivi et du contrôle de l'exécution des projets dans les structures déconcentrés en retarde encore l'exécution dans les délais (68% d'ordonnancement pour un taux d'engagement de 75%).
Perspectives 2018	- Poursuivre la mise en place des lycées agricoles de Yagoua et Lagdo en vue de leur ouverture ; - Poursuivre la construction des salles de classe en matériaux locaux et améliorer les dossiers techniques y relatifs; - Achever les projets annuels dont les travaux ont été lancés ; - Reprogrammer les projets affectés par le virement des crédits du 25 octobre 2017(Construction de l'ENIEG d'Edéa, Construction de l'ENIET de Jikejem, Construction de 4 blocs de salles de classe en matériaux locaux, Construction d'un bloc pédagogique R+2 au Lycée Technique Industriel et Commercial de Yaoundé, Acquisition de kits microsciences, Acquisition de matériels informatiques, Equipement de 7 ateliers de pratique professionnelle) ; - Recenser, en vue de leur reconstruction, les infrastructures détruites dans les régions du Nord-ouest et du Sud-ouest ; - Vérifier que les conditions préalables à l'exécution du projet sont réunies (exemple du projet de branchement électrique du CETIC de SONG MONGUE alors que le village lui-même n'est pas électrifié)

Action 02 DEVELOPPEMENT DES EQUIPEMENTS SCOLAIRES

- La majorité des projets de construction ont été exécutés, mais les réceptions ont été prononcées tardivement, ce qui n'a pas permis que l'ordonnancement des dépenses soit faite avant la clôture de l'exercice budgétaire
- Le taux d'exécution des projets de tables-bancs, d'ordinateurs et de kits pédagogiques est élevé parce que ces projets relèvent des Bons de Commande et ne nécessitent pas de longues procédures de passation des marchés ;
- Les équipements concernés sont disponibles sur le marché local, ce qui réduit le nombre de projets inexécutés ;
- Le descriptif des fournitures est disponible et vulgarisé.

OBJECTIF	Accroitre l'accès aux ateliers, laboratoires et salles spécialisées							
Indicateur	Intitulé:		Ratio nombre d'apprenants/poste de travail				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure		nb					
	Année de référence:		2015					
	Valeur de référence:		30.0					
	Année cible:		2018					
	Valeur Cible		20.0				30%	
	Réalisation exercice (Résultat technique):		27					
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	1 160 800 000	1 160 800 000	1 154 599 025	1 154 599 025	453	313	39,23 %	27,18 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	- l'accroissement de la demande en équipements scolaires liée à l'augmentation de la population scolaire et la révision des programmes d'études; - l'adoption de l'Approche Par Compétences (APC) ; - la crise sociopolitique dans les Régions du Nord-ouest et du Sud-ouest qui a favorisé la destruction d'équipements scolaires ; - L'indisponibilité de certains équipements sur le marché local ; - La politique gouvernementale de développement du numérique ; - La professionnalisation des enseignements et le développement des sciences.							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	- Equipement de 240 salles de classe en tables-bancs dans 120 établissements scolaires ; - Equipement de 243 ateliers en kits de petit matériel didactique; - L'acquisition de 184 ordinateurs complets pour 92 établissements scolaires.							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	- La majorité des projets de construction ont été exécutés, mais les réceptions ont été prononcées tardivement, ce qui n'a pas permis que l'ordonnancement des dépenses soit faite avant la clôture de l'exercice budgétaire - Le taux d'exécution des projets de tables-bancs, d'ordinateurs et de kits pédagogiques est élevé parce que ces projets relèvent des Bons de Commande et ne nécessitent pas de longues procédures de passation des marchés ; - Les équipements concernés sont disponibles sur le marché local, ce qui réduit le nombre de projets inexécutés ; - Le descriptif des fournitures est disponible et vulgarisé.							
Perspectives 2018	Poursuivre l'équipement des salles de classe, des ateliers de pratique professionnelle et des salles spécialisées (salles informatiques, laboratoires de sciences)							

Action 05 GESTION DES ETABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE ET DES ECOLES NORMALES

- L'utilisation des crédits de fonctionnement des établissements scolaires ne nécessite pas de recours aux procédures de passation des marchés ;
- Le découpage du calendrier scolaire et la mise à disposition semestrielle des ressources favorisent leur rapide utilisation ;
- Les ressources correspondent à des besoins clairement identifiés.

OBJECTIF	Assurer le fonctionnement efficace des établissements scolaires et des Ecoles Normales							
Indicateur	Intitulé:	pourcentage de réalisation des activités programmées					TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure	%						
	Année de référence:	2015						
	Valeur de référence:	83.0						
	Année cible:	2018						
	Valeur Cible	90.0					85,71	
	Réalisation exercice (Résultat technique):	86						
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	13 489 850 000	13 489 850 000	12 731 260 000	12 731 260 000	10	10	82,73 %	79,51 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	- Contexte sécuritaire dans la région de l'Extrême-Nord (déplacement des élèves et des enseignants suite aux exactions perpétrées par la secte islamiste Boko Haram) ; - Contexte sécuritaire dans les régions du Nord-ouest et du Sud-ouest (exode des élèves des vers les régions limitrophes et interruption des activités d'enseignement) ; - Difficultés de fonctionnement des établissements scolaires des régions du Nord-ouest et du Sud-ouest dues à la baisse des recettes affectées dans ces régions.							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	- Gestion des établissements scolaires publics assurée (activités du calendrier scolaire mises en œuvre) ; - Réunions de coordination tenues ; - Rapports périodiques produits ; - Bulletins de notes produits ; - Evaluations séquentielles et certificatives réalisées ; - Activités post et périscolaires menées.							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	- L'utilisation des crédits de fonctionnement des établissements scolaires ne nécessite pas le recours aux procédures de passation des marchés ; - Le découpage du calendrier scolaire et la mise à disposition semestrielle des ressources favorisent leur rapide utilisation ; - Les ressources correspondent à des besoins clairement identifiés							
Perspectives 2018	Améliorer le fonctionnement des établissements scolaires d'Enseignement Secondaire et Normal en : - renforçant la coordination ; - développant des activités post et périscolaires ; - renforçant les capacités des Chefs d'établissements et leurs agents financiers							

2017

RAPPORT ANNUEL
DE PERFORMANCE

2.2. PROGRAMME 332

AMELIORATION DE LA QUALITE DE L'EDUCATION ET DE LA VIE EN MILIEU SCOLAIRE DANS LE SOUS-SECTEUR DES SENSEIGNEMENTS SECONDAIRES

Responsable du programme

Dr. BELLO

2.2.1. PRÉSENTATION DU PROGRAMME

Objectif	Améliorer la qualité des apprentissages	
Indicateur	**Intitulé :**	Taux d'achèvement du premier cycle
	Unité de mesure :	%
	Valeur de référence	71,13 %
	Année de référence	2016
	Valeur cible	75 %
	Année cible	2018
Actions du programme	- Action 01 : AMELIORATION DE L'ACTION PEDAGOGIQUE - Action 02 : RENFORCEMENT DE LA LUTTE CONTRE LES DEPERDITIONS SCOLAIRES - Action 03 : AMELIORATION DES CONDITIONS DE TRAVAIL ET DE VIE EN MILIEU SCOLAIRE	
Dotations initiales	AE :205 186 100 000	CP : 205 186 100 000
Responsable du programme	**Dr. BELLO**, Inspecteur Coordonnateur Général chargé de l'Orientation et Vie Scolaires	

OBJECTIF	Améliorer la qualité des apprentissages et des Enseignements	
Indicateur	Intitulé:	Taux d'achèvement du premier cycle
	Unité de mesure	%
	Valeur de référence: Année de référence:	71.12999725341797 2015
	Valeur Cible Année cible:	75.0 2018
ACTIONS DU PROGRAMME	Action 01: AMELIORATION DE L'ACTION PEDAGOGIQUE Action 02: RENFORCEMENT DE LA LUTTE CONTRE LES DEPERDITIONS SCOLAIRES Action 03: AMELIORATION DES CONDITIONS DE TRAVAIL ET DE VIE EN MILIEU SCOLAIRE	
DOTATIONS INITIALES	AE 205 186 100 000	CP 205 186 100 000
RESPONSABLE DU PROGRAMME	Dr. BELLO,	

2.2.2. CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME

Le programme 332 s'est mis en œuvre dans un contexte marqué par l'insécurité dans les Régions du Sud-Ouest, du Nord-Ouest et de l'extrême-Nord. Cet environnement difficile a entraîné de nombreuses perturbations aussi bien au niveau des enseignements qu'au niveau des évaluations.

Par ailleurs, la révision des programmes d'études bâtis selon l'Approche Par les Compétences avec Entrée par les Situations de Vie s'est poursuivie avec, cependant, des exigences encore plus nombreuses en termes de vulgarisation, de formation, de suivi-évaluation….

Enfin, la persistance en milieu scolaire des déperditions, des violences et des fléaux tels que la consommation des drogues ont motivé une réponse du système éducatif en matière de santé, d'orientation scolaire et d'encadrement des apprenants en difficultés.

2.2.3. PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2017

Malgré la modicité des ressources budgétaires allouées à ce programme, la performance du programme est satisfaisante car le taux d'achèvement des apprenants au premier cycle est passé de 72% en 2016 à 78,5% en 2017. Toutefois, cette performance d'ensemble masque :

- un taux d'abandon également élevé, de l'ordre de 13,30% ;
- un taux de redoublement élevé, surtout dans l'Enseignement Secondaire francophone (21,42%) ;
- des disparités régionales très prononcées : en 2016, seules quatre régions présentaient un taux de réussite au BEPC supérieur à la moyenne nationale de 37,03% (l'Ouest, le Centre, le Nord-ouest et le Littoral). Le taux de réussite du Littoral (le plus élevé 44,35%) était près du double du taux de réussite de l'Extrême-Nord (le plus faible 22,24%).

RÉSULTAT TECHNIQUE OBTENU	*78,48*	
TAUX DE RÉALISATION DE L'INDICATEUR	189%	
DOTATION DE CRÉDITS RÉVISÉS:	AE 212 831 238 713	CP 212 831 238 713
(écarts = Dot.init - Dot.rev)	Ecart AE -7 645 138 713	Ecart CP -7 645 138 713
CRÉDITS CONSOMMÉS	AE 193	CP 191
TAUX DE CONSOMMATION	90,78 %	90,16 %
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES	Afin de contribuer à un meilleur achèvement des études par les apprenants, de nombreuses activités ont été menées. Elles ciblaient en gros chez les acteurs concernés : la réforme des programmes en vue de meilleurs apprentissages, le renforcement des capacités, l'encadrement, le suivi-évaluation, l'organisation réussie des examens certificatifs, l'amélioration du cadre de vie et de travail dans les établissements d'enseignement secondaires. Les résultats, non exhaustifs, obtenus sont les suivants :	

	· **En lien avec la réforme des programmes :** - Un document de cadrage pour l'écriture des programmes du 2nd cycle de l'Enseignement Secondaire Général (ESG) francophone produit ; - 09 programmes de l'Enseignement Normal technique validés ; - 08 programmes en Sciences et Technologies du Tertiaire révisés ; - 05 référentiels de formation en Technique Industriel élaborés. · **En lien avec le renforcement des capacités :** - 1131 Inspecteurs et 18 199 enseignants formés. · **En lien avec l'organisation réussi des examens :** - Définition des épreuves de l'Enseignement Normal technique ; - Définition des épreuves du BEPC et du CAP ; - Production de 3 602 sujets d'examens pour la DECC, l'OBC et le GCE Board ; · **En lien avec l'encadrement et le suivi-évaluation :** - Production de 10 ressources éducatives dont 03 audiovisuelles ; - Elaboration d'un guide d'accompagnements psychologiques des élèves en difficulté scolaire ; - Identification et assistance de 3 160 élèves déplacés et recasés de la région de l'Extrême-Nord (Fourniture de kits pédagogiques et de kits alimentaires ainsi que la prise en charge des frais exigibles et des frais d'examens officiels) ; - 171 élèves conseillers d'orientation encadrés, suivis et évalués ; · **En lien avec l'amélioration du cadre de travail :** - Construction de 58 Latrines et 19 forages ; - 884 Palmes académiques attribuées aux enseignants méritants ; - 293 Prix d'Excellence octroyés aux meilleurs lauréats aux examens officiels ; - 108 Prix d'Excellence octroyés aux meilleurs enseignants des 10 régions.
PERSPECTIVES 2018	- Poursuite de la révision des programmes d'études et des guides pédagogiques des classes de secondes et upper sixth des inspections d'Informatique, de Bilinguisme, des Sciences, des Sciences Humaines, des Lettres, Arts et Langues ; - Révision des programmes d'études et des guides pédagogiques de l'enseignement normal, des Techniques Industrielles et des Sciences et Technologies du Tertiaire ; - Edition des programmes d'études ; - Formation continue des Inspecteurs Pédagogiques Nationaux et des Inspecteurs Pédagogiques Régionaux ; - Promotion de la Recherche pédagogique ; - Renforcement de l'encadrement et du suivi-évaluation des Personnels ; - Sécurisation et organisation des examens et concours ; - Amélioration du système d'évaluation ; - Formation continue des enseignants ; - Poursuite de la mise en œuvre du partenariat entre le MINESEC et l'Institut Africain des Sciences Mathématiques en vue d'une amélioration significative des apprentissages en mathématiques.

2.2.4. PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2017

Action 01 AMELIORATION DE L'ACTION PEDAGOGIQUE

- Au niveau national, la formation et l'encadrement de proximité des enseignants justifient le dépassement des objectifs car les enseignants mieux formés ont fait preuve d'une bonne maîtrise des activités d'enseignement ;
- Toutefois, la crise sociale dans les régions du Nord-ouest et du Sud-ouest a sérieusement perturbé les activités d'enseignement, d'apprentissage et d'évaluation dans ces régions. Face à cette situation, des cours de rattrapage ont été organisés au profit des apprenants. Malgré ces efforts, les taux de réussite aux examens certificatifs dans ces Régions ont été moins satisfaisants ;
- La détérioration de la situation économique des ménages entraîne une baisse du taux de possession de manuels scolaires par les apprenants ;
- L'inscription en ligne aux examens officiels et l'informatisation des délibérations a réduit les délais de publication des résultats, les recours et les contentieux.

OBJECTIF	Accroître le taux de réussite des apprenants							
Indicateur	Intitulé:		Taux moyen de promotion des apprenants				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure		%					
	Année de référence:		2015					
	Valeur de référence:		45.56999969482422					
	Année cible:		2018					
	Valeur Cible		60.0				142,75%	
	Réalisation exercice (Résultat technique):		66,17%					
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	5 201 500 000	5 201 500 000	5 023 707 423	5 023 707 423	4	3	96,83 %	74,03 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	- Interruptions de classes dans les établissements scolaires des régions du Nord-ouest et du Sud-ouest causées par la crise sociale qui a perturbé ces régions ; - Baisse des inscriptions aux examens du GCE Board en conséquence de la crise sociale qui a sévit dans les deux régions du Nord-ouest et du Sud-ouest ; - Situation des élèves encore déplacés dans la région de l'Extrême-Nord en raison des exactions de la secte Boko Haram ; - Poursuite de la réforme des programmes bâtis selon un paradigme nouveau à savoir l'Approche Par Compétences (APC) ; - Les effectifs pléthoriques dans les établissements scolaires des zones urbaines ; - L'insuffisance d'enseignants qualifiés dans les établissements scolaires des zones rurales.							

ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	· **En lien avec la réforme des programmes :** - Un document de cadrage pour l'écriture des programmes du 2nd cycle de l'ESG francophone produit ; - 09 programmes de l'Enseignement Normal technique validés ; - 08 programmes en Sciences et Technologies du Tertiaire révisés ; - 05 référentiels de formation en Technique Industriel élaborés. · **En lien avec le renforcement des capacités :** - 1131 Inspecteurs et 18 199 enseignants formés. · **En lien avec l'organisation réussi des examens :** - Définition des épreuves de l'Enseignement Normal technique; - Définition des épreuves du BEPC et du CAP; - Production de 3 602 sujets d'examens pour la DECC, l'OBC et le GCE Board
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	- La crise sociale dans les régions du Nord-ouest et du Sud-ouest a sérieusement perturbéles activités d'enseignement, d'apprentissage et d'évaluation dans ces régions. A cet effet, des cours de rattrapage ont été organisés au profit des élèves de ces régions. Malgré ces efforts, les taux de réussite aux examens certificatifs dans ces Régions ont été moins satisfaisants ; - La détérioration de la situation économique des ménages entraîne une baisse du taux de possession de manuels scolaires par les apprenants ; - Toutefois, les enseignants mieux formés ont fait preuve d'une bonne maîtrise des programmes d'études révisés ; - L'inscription en ligne aux examens officiels et l'informatisation des délibérations a réduit les délais de publication des résultats, les recours et les contentieux.
Perspectives 2018	- Renforcer les bibliothèques scolaires ; - Poursuite de la révision des programmes d'études et des guides pédagogiques d'informatique, de bilinguisme, des Sciences, des sciences humaines, des lettres, arts et langues, de l'enseignement normal, less techniques industrielles et des sciences et technologies du tertiaire ; - Edition des programmes d'études ; - Formation des Inspecteurs de Pédagogie Nationaux et des Inspecteurs de Pédagogie Régionaux ; - Promotion de la Recherche pédagogique ; - Renforcement de l'encadrement et du suivi-évaluation des Personnels ; - Sécurisation et organisation des examens et concours ; - Amélioration du système d'évaluation ; - Formation continue des enseignants ; - Poursuite de la mise en œuvre du partenariat MINESEC-AIMS.

Action 02 RENFORCEMENT DE LA LUTTE CONTRE LES DEPERDITIONS SCOLAIRES

- Les problèmes d'orientation scolaire dans le sous-secteur de l'Education de Base semblent justifier l'augmentation du taux d'abandon en 1ère et 2e Année de l'Enseignement Secondaire Technique et Professionnel ;
- Dans l'Enseignement Secondaire Général, le taux d'abandon est lié aux échecs aux examens officiels (3e et 1ère) ;
- Le sentiment d'insécurité créé par la crise des régions du Nord-ouest et du Sud-ouest a aggravé la déperdition scolaire et limité les efforts déployés pour réduire ce phénomène (baisse des effectifs des candidats aux examens organisés par le GCE Board de près de 30%).
- En outre, les outils d'investigation psychologique et de la documentation en orientation-conseil n'ont toujours pas été acquis.

OBJECTIF	Améliorer l'efficacité interne							
Indicateur	Intitulé:		Taux de déperdition scolaire				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure		%					
	Année de référence:		2015					
	Valeur de référence:		11.630000114440918					
	Année cible:		2018					
	Valeur Cible		8.0				17,35%	
	Réalisation exercice (Résultat technique):		11%					
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	480 000 000	480 000 000	45 990 000	45 990 000	45	45	100 %	100 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	- Recrudescence de la violence dans les établissements scolaires, suite à la consommation de drogues ; - Migration des élèves des régions du Nord-ouest et du Sud-ouest vers des bassins pédagogiques riverains ; - Abandons des classes par les élèves dans les localités en proie aux troubles.							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	- Elaboration d'un guide d'accompagnement psychologique des élèves en difficulté scolaire ; - 171 élèves conseillers d'orientation encadrés, suivis et évalués; - Identification et assistance de 3 160 élèves déplacés et recasés de la région de l'Extrême-Nord (Fourniture de kits pédagogiques et de kits alimentaires ainsi que la prise en charge des frais exigibles et des frais d'examens officiels) ; - Organisation de 15 campagnes de sensibilisation pour 30 000 apprenants sur le VIH-SIDA; formation de 120 encadreurs et de 3960 élèves pairs éducateurs et le dépistage du VIH-SIDA dans les établissements scolaires; - Organisation de la Journée de l'Orientation Scolaire ; - 70 enseignants formés à la maitrise des curricula et à l'utilisation des modules d'EVF/EMP/VIH et Sida.							

JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	- Les problèmes d'orientation scolaire dans le sous-secteur de l'Education de Base semblent justifier l'augmentation du taux d'abandon en 1ère et 2e Année de l'Enseignement Secondaire Technique et Professionnel ; - Dans l'Enseignement Secondaire Général, le taux d'abandon est lié aux échecs aux examens officiels (3e et 1ère) ; - Le sentiment d'insécurité créé par la crise des régions du Nord-ouest et du Sud-ouest a aggravé la déperdition scolaire et limité les efforts déployés pour réduire ce phénomène (baisse des effectifs des candidats aux examens organisés par le GCE Board de près de 30%); - En outre, les outils d'investigation psychologique et de la documentation en orientation-conseil n'ont toujours pas été acquis.
Perspectives 2018	- Renforcement des capacités des personnels d'Orientation scolaire ; - Renforcement du service d'Orientation conseil, surtout en direction des élèves des classes d'examen dans l'Enseignement Secondaire Général ; - Poursuite de l'Assistance scolaire ; - Amélioration de la santé et de l'accompagnement psychologique des élèves en difficulté scolaire ; - Intensification de la lutte contre la consommation du cannabis et autres stupéfiants en milieu scolaire.

Action 03 AMELIORATION DES CONDITIONS DE TRAVAIL ET DE VIE EN MILIEU SCOLAIRE

- Les salaires des enseignants étant budgétisés dans cette action, leur augmentation a entraîné une augmentation du pourcentage du budget alloué à cette action ;
- La construction de forages et de toilettes étant à gestion déconcentrée, la procédure de leur contractualisation et la durée d'exécution des travaux sont courtes ;
- L'acquisition des palmes académiques a été effective ;
- L'attribution des prix d'Excellence a été effective ;
- Les crédits pour le paiement des frais de relève dus aux Enseignants en Cours d'Intégration ont été délégués aux Délégués Régionaux.

OBJECTIF	Améliorer les conditions d'épanouissement des personnels d'encadrement et des apprenants							
Indicateur	Intitulé:		% du Budget consacré à l'amélioration des conditions de travail et de vie en milieu scolaire				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure		%					
	Année de référence:		2015					
	Valeur de référence:		19.75					
	Année cible:		2018					
	Valeur Cible		23.0				1300	
	Réalisation exercice (Résultat technique):		62					
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	199 504 600 000	199 504 600 000	207 761 541 290	207 761 541 290	188	188	90,54 %	90,54 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	- Travaux d'évaluation de la masse salariale réelle des administrations ; - Politique de rationalisation des effectifs des enseignants entrainant des mutations à forte incidence financière en termes de frais de relève ; - Instabilité des enseignants affectés dans les localités enclavées, en proie aux troubles ou ne disposant pas de services de santé, de facilités d'hébergement et de télécommunication; - Démotivation des enseignants chevronnés en fin de carrière; - Accroissement des arriérés de frais de relève du fait des contraintes budgétaires.							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	- Organisation de la 20e édition des Jeux FENASSCO ligue A à Buea : (aires de jeux et infrastructures d'hébergement aménagées ; 2200 athlètes et jeunes officiels encadrés, compétitions organisées); - Suivi-évaluation des clubs scolaires, des coopératives scolaires dans 142 établissements; - Construction de 58 Latrines et de 19 forages; - Suivi- évaluation de la mise en en œuvre des règlements intérieurs et des projets d'établissement; - Frais de relève payés aux enseignants en Cours d'Intégration, aux enseignants retraités et aux personnels mutés et nommés ; - 884 Palmes académiques attribuées aux enseignants méritants ; - 293 Prix d'Excellence octroyés aux meilleurs lauréats aux examens officiels ; - 108 Prix d'Excellence octroyés aux meilleurs enseignants des 10 régions.							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	- Les salaires des enseignants étant budgétisés dans cette action, leur augmentation a entraîné une augmentation du pourcentage du budget alloué à cette action ; - La construction de forages et de toilettes étant à gestion déconcentrée, la procédure de leur contractualisation et la durée d'exécution des travaux sont courtes ; - L'acquisition des palmes académiques a été effective ; - L'attribution des prix d'Excellence a été effective ; - Les crédits pour le paiement des frais de relève dus aux Enseignants en Cours d'Intégration ont été délégués aux Délégués Régionaux..							

Perspectives 2018	- Relèvement des frais de relève et apurement diligent des arriérés ; - Renforcement des activités sportives en milieu scolaires ; - Assainissement de l'environnement scolaire avec la construction des latrines et des forages ; - Renforcement du culte de l'excellence et de la recherche pédagogique ; - Amélioration du cadre de travail des enseignants.

2017

RAPPORT ANNUEL
DE PERFORMANCE

2.3. PROGRAMME 333

INTENSIFICATION DE LA PROFESSIONNALISATION ET OPTIMISATION DE LA FORMATION DANS LE SOUS-SECTEUR DES ENSEIGNEMENTS SECONDAIRES

Responsable du programme

Dr. SATSA née AWOUNDJA Chatherine Marie Ida

2.3.1. PRÉSENTATION DU PROGRAMME

Objectif	Adapter les formations à l'environnement socioéconomique	
Indicateur	**Intitulé :**	Nombre de filières professionnalisantes développées dans l'Enseignement Secondaire Technique et Professionnel
	Unité de mesure :	Nombre
	Valeur de référence	50
	Année de référence	2016
	Valeur cible	62
	Année cible	2018
Actions du programme	**Action 01** : DIVERSIFICATION DE L'OFFRE DE FORMATION PROFESSIONNALISANTE **Action 02** : DEVELOPPEMENT DE L'ENTREPRENEURIAT EN MILIEU SCOLAIRE **Action 03** : RENFORCEMENT DE LA COMPETITIVITE DE LA FORMATION ET DE L'INNOVATION	
Dotations initiales	AE :67 382 121 000	CP :67 382 121 000
Responsable du programme	Pr AWOUNDJA Cathérine Marie Ida,Inspecteur Général des Enseignements	

OBJECTIF	Adapter les formations à l'environnement socioéconomique	
Indicateur	Intitulé:	Nombre de filières professionnalisantes développées dans l'Enseignement Secondaire Technique et Professionnel
	Unité de mesure	nb
	Valeur de référence: Année de référence:	50.0 2015
	Valeur Cible Année cible:	62.0 2018
ACTIONS DU PROGRAMME	Action 01: DIVERSIFICATION DE L'OFFRE DE FORMATION PROFESSIONNALISANTE Action 02: DEVELOPPEMENT DE L'ENTREPRENEURIAT EN MILIEU SCOLAIRE Action 03: RENFORCEMENT DE LA COMPETITIVITE DE LA FORMATION ET DE L'INNOVATION	
DOTATIONS INITIALES	AE 67 382 121 000	CP 67 382 121 000

RESPONSABLE DU PROGRAMME	Dr. SATSA née AWOUNDJA Chatherine Marie Ida,

2.3.2. CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME

La mise en œuvre du programme 333 en 2017 s'est faite dans un contexte de l'introduction de la formation en alternance école/entreprise dans l'enseignement secondaire technique et professionnel, comme le stipule l'article 20 de la Loi d'Orientation de l'Education de 1998.

L'exécution du programme 333 du Ministère des Enseignements Secondaires au cours de l'exercice 2017 a été également été marquée par la mise en œuvre des activités issues de la vision du MINESEC adossée sous l'acronyme PROESPER, entendez, Projet de l'Enseignement Secondaire pour Pays Emergents et Résilients. Cette vision repose notamment sur la création de dix Lycées agricoles dont 01 dans chaque région, afin de contribuer au développement de l'agriculture de seconde génération en cours dans notre pays. Elle consiste aussi à doter en équipements complets de dernière génération, les ateliers de certains Lycées Techniques dans les filières porteuses (mécanique automobile, Chaudronnerie, topographie, transport et logistique, etc.) en rapport avec les projets structurants, en vue de disposer de techniciens capables de soutenir la croissance.

Enfin, le programme 333 de l'exercice 2017 s'inscrivait dans la mouvance de l'Etat de développer le numérique en cohérence avec la déclaration suivante du Chef de l'Etat dans son message à la jeunesse le 10 février 2016: « … Je puis dire que, pour notre jeunesse, l'un des défis majeurs est de réussir l'arrimage à ce phénomène marquant qu'est l'économie numérique ».

2.3.3. PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2017

En 2017, le nombre de filières professionnalisantes mises en place est passé de 58 en 2016 à 62 en 2017, soit 04 nouvelles filières mises en place à savoir, Hôtellerie-Tourisme, Secrétariat Médical, Maintenance des Véhicules-Auto Poids Lourds, Chaîne de Montage/Assemblage Automobile. Cet accroissement de 04 filières représentait la cible en 2017, soit une performance globale du programme de 100%.

Toutefois, l'amélioration de la pertinence des programmes de formation n'est pas suffisante pour accroître le taux d'insertion socioprofessionnelle des produits de l'Enseignement Secondaire Technique et Professionnelle. En effet, le retard accusé dans la mise en place des incubateurs de micro-entreprises, la formation en alternance, l'équipement des ateliers de pratique professionnelle et le partenariat avec les milieux socioprofessionnels ne permet pas d'atteindre les objectifs du DSCE et de la Stratégie du Secteur.

RÉSULTAT TECHNIQUE OBTENU	62. En 2017, le nombre de filières professionnalisantes mises en place est passé de 58 en 2016 à 62 en 2017, soit 04 nouvelles filières mises en place à savoir, Hôtellerie-Tourisme, Secrétariat Médical, Maintenance des Véhicules-Auto Poids Lourds, Chaîne de Montage/Assemblage Automobile. Cet accroissement de 04 filières représentait la cible en 2017, soit une performance globale du programme de 100%. Toutefois, l'amélioration de la pertinence des programmes de formation n'est pas suffisante pour accroître le taux d'insertion socioprofessionnelle des produits de l'Enseignement Secondaire Technique et Professionnelle. En effet, le retard accusé dans la mise en place des incubateurs de micro-entreprises, la formation en alternance, l'équipement des ateliers de pratique professionnelle et le partenariat avec les milieux socioprofessionnels ne permet pas d'atteindre les objectifs du DSCE et de la Stratégie du Secteur	
TAUX DE RÉALISATION DE L'INDICATEUR	100	
DOTATION DE CRÉDITS RÉVISÉS:	AE 49 367 759 827	CP 49 367 759 827
(écarts = Dot.init - Dot.rev)	Ecart AE 18 014 361 173	Ecart CP 18 014 361 173
CRÉDITS CONSOMMÉS	AE 49	CP 49
TAUX DE CONSOMMATION	99,81 %	99,81 %
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES	- Outre les projets d'équipements complets des ateliers des filières PROESPER qui n'ont pas pu être exécutés pour cause de virement des crédits autorisé par le décret du 25 octobre 2017, toutes les autres tâches inscrites dans le PTA 2017 du programme 333 ont été exécutées. - Les ressources allouées ont principalement servi entre autres; à la poursuite des travaux des Lycées professionnels de Nsam à Yaoundé, Maroua et Ombe dans le cadre du projet PEST, au lancement des travaux de construction des Lycées agricoles de Lagdo et de Yagoua et l'acquisition d'une partie des équipements agricoles y afférents, à l'élaboration et l'implantation des référentiels de formation de nouvelles filières porteuses, et à l'organisation des stages de perfectionnement des enseignants en entreprises et de la formation en alternance des élèves du secondaire technique.	
PERSPECTIVES 2018	- Poursuite de la mise en place des Lycées professionnels ; - Mise en place des filières PROESPER (Projet de l'Enseignement Secondaire pour Pays Emergents et Résilients) ; - Elaboration et révision des programmes d'études des filières professionnelles ; - Poursuite de la mise en place des incubateurs de micro-entreprises ; - Organisation des stages en entreprise et la formation en alternance ; - Développement des programmes d'Initiation à l'entrepreneuriat ; - Organisation des Journées Portes Ouvertes ; - Promotion des Arts, des Langues et du patrimoine culturel National ; - Développement et généralisation du numérique comme outil de travail ; - Dynamisation des activités de protection de l'environnement dans les établissements scolaires ; - Equipement des centres de formation continue dans les établissements scolaires	

2.3.4. PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2017

RESULTAT TECHNIQUE OBTENU	62	
TAUX DE REALISATION DE L'INDICATEUR	100%	
DOTATION DE CREDITS REVISES	AE : 49 367 759 827	CP : 49 367 759 827
(écarts)	18 014 361 173	18 014 361 173
CREDITS CONSOMMES	AE : 49 273 721 292	CP : 49 273 301 285
TAUX DE CONSOMMATION	99,81%	99,81%
JUSTIFICATION DU RESULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES	- Outre les projets d'équipements complets des ateliers des filières PROESPER qui n'ont pas pu être exécutés pour cause de virement des crédits autorisé par le décret du 25 octobre 2017, toutes les autres tâches inscrites dans le PTA 2017 du programme 333 ont été exécutées. - Les ressources allouées ont principalement servi entre autres; à la poursuite des travaux des Lycées professionnels de Nsam à Yaoundé, Maroua et Ombe dans le cadre du projet PEST, au lancement des travaux de construction des Lycées agricoles de Lagdo et de Yagoua et l'acquisition d'une partie des équipements agricoles y afférents, à l'élaboration et l'implantation des référentiels de formation de nouvelles filières porteuses, et à l'organisation des stages de perfectionnement des enseignants en entreprises et de la formation en alternance des élèves du secondaire technique.	

PERSPECTIVES POUR 2018	- Poursuite de la mise en place des Lycées professionnels ; - Mise en place des filières PROESPER (Projet de l'Enseignement Secondaire pour Pays Emergents et Résilients) ; - Elaboration et révision des programmes d'études des filières professionnelles ; - Poursuite de la mise en place des incubateurs de micro-entreprises ; - Organisation des stages en entreprise et la formation en alternance ; - Développement des programmes d'Initiation à l'entrepreneuriat ; - Organisation des Journées Portes Ouvertes ; - Promotion des Arts, des Langues et du patrimoine culturel National ; - Développement et généralisation du numérique comme outil de travail ; - Dynamisation des activités de protection de l'environnement dans les établissements scolaires ; - Equipement des centres de formation continue dans les établissements scolaires

Action 01 DIVERSIFICATION DE L'OFFRE DE FORMATION PROFESSIONNALISANTE

- Le taux élevé de consommation des ressources correspond en réalité au paiement des salaires (42 milliards FCFA) et aux FINEX des projets à financement conjoint (4,6 milliards FCFA);
- En raison des contraintes budgétaires et du coût élevé de l'investissement à faire dans l'Enseignement Secondaire Technique et Professionnel, l'offre de ce domaine des Enseignements Secondaires n'a pas suffisamment augmenté pour accueillir un plus grand nombre d'apprenants ;
- le taux d'abandon est élevé en 1ère année et en 2e année de l'Enseignement Secondaire Technique, ce contribue à réduire les effectifs globaux ;
- Le virement des crédits autorisé par le décret du 25 octobre 2017 a entraîné la suspension de l'exécution de plusieurs marchés d'équipements ;
- Les études et l'élaboration des programmes d'études des nouvelles filières ont été effectivement menées ;
- Les retards dans les procédures de passation des marchés ont retardé l'attribution des marchés ;
- L'exécution des marchés d'équipement des ateliers PROESPER est retardée par les

procédures d'importation des dits équipements (la majorité des prestataires a sollicité une prorogation des délais)

OBJECTIF	Accroître l'offre de formations professionnelles							
Indicateur	Intitulé:	Pourcentage des effectifs des apprenants dans les filières professionnalisantes					TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure	%						
	Année de référence:	2015						
	Valeur de référence:	21.829999923706055						
	Année cible:	2018						
	Valeur Cible	30.0					5,36%	
	Réalisation exercice (Résultat technique):	22						
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	67 254 800 000	67 254 800 000	49 255 964 130	49 255 964 130	49	49	99,91 %	99,91 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	- Directives du Chef de l'Etat de professionnaliser les Enseignements Secondaires ; - Mise en œuvre des conventions de prêts avec les partenaires du Monde Islamique pour la construction de 4 Lycées Professionnels ; - Ouverture du Lycée Technique et Professionnel Agricole de Yabassi, Don de la République Populaire de Chine.							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	- Ouverture effective du Lycée Technique et Professionnel Agricole de Yabassi ; - Réalisation des études architecturales et techniques du Lycée Professionnel d'Ekounou ; - Lancement des travaux de construction des Lycées Techniques et Professionnels Agricoles de Yagoua et de Lagdo ; - Poursuite des travaux de construction des Lycées Techniques de Nsam et de Maroua dans le cadre du Projet PEST ; - Acquisition des équipements pour les Lycées Techniques et Professionnels Agricoles de Yagoua et de Lagdo ; - Construction de trois ateliers pour la filière construction métallique et métaux en feuilles dans les LT de Kribi, Edéa et Limbé ; - Etude d'opportunités sur la mise en place des formations dans les filières porteuses en rapport avec les projets structurants du Cameroun ; - Elaboration du Référentiel de compétences des filières des Arts cinématographiques à implanter dans les Enseignements Secondaires ; - Elaboration de 02programmes d'études des filières des Sciences et Technologies du Tertiaire (Hôtellerie-Tourisme, Secrétariat Médical) et 02 référentiels de formation des filières des Techniques Industrielles (Mécanique auto-Poids lourds, Chaîne de montage et assemblage automobile) ; Equipement de l'atelier de Boulangerie Pâtisserie du Lycée Technique Industriel et Commercial de Yaoundé.							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	- Les études et l'élaboration des programmes d'études des nouvelles filières ont été effectivement menées ; - Le faible taux de consommation des financements extérieurs est lié au retard accusé dans la mise en œuvre des projets à financements conjoints ; - Le virement des crédits autorisé par le décret du 25 octobre 2017 a eu pour conséquence la suspension de l'exécution de plusieurs marchés d'équipements ; - Les retards dans les procédures de passation des marchés; - L'exécution des marchés d'équipement des ateliers PROESPER est retardée par les procédures d'importation des dits équipements (la majorité des prestataires a sollicité une prorogation des délais)							

Perspectives 2018	- Poursuite des travaux de construction des Lycées Techniques de Nsam, Maroua et Ombe dans le cadre du projet PEST ; - Poursuite des travaux de constructions des Lycées Agricoles de Lagdo et de Yagoua ; - Poursuite de l'équipement des ateliers des filières PROESPER ; - Equipement des Centres de formation continue dont 01 par département ; - Lancement des constructions du Lycée professionnel d'Ekounou; - Renforcement des capacités des formateurs dans les filières professionnelles innovantes ; - Poursuite de la mise en place de nouvelles filières porteuses en rapport avec les projets structurants.

Action 02 DEVELOPPEMENT DE L'ENTREPRENEURIAT EN MILIEU SCOLAIRE

- Les activités ont été effectivement menées avec les ressources allouées ;
- En dehors de l'incubateur du Lycée Technique de Nkolbisson qui est partiellement équipé, les contraintes budgétaires n'ont pas permis de mettre en place des incubateurs de micro-entreprises qui sous-tend l'indicateur de cette action.

OBJECTIF	Développer chez les apprenants les compétences d'entrepreneur							
Indicateur	Intitulé:		Nombre d'établissements offrant une formation en entrepreneuriat				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure		nb					
	Année de référence:		2016					
	Valeur de référence:		0.0					
	Année cible:		2018					
	Valeur Cible		11.0				9,09	
	Réalisation exercice (Résultat technique):		1					
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	67 000 000	67 000 000	53 524 697	53 524 697	52	52	98,69 %	98,69 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	- Développement du partenariat avec les milieux socioprofessionnels (exemple du GICAM) ; - Mise en œuvre des directives du Chef de l'Etat de professionnaliser les Enseignements Secondaires ; - Prise en compte de l'objectif de préparer les apprenants à l'insertion socioprofessionnelle							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	- Formation des formateurs en entrepreneuriat en partenariat avec l'Agence des Petites et Moyennes Entreprises (APME); - 692 enseignants placés dans 114 entreprises pour des stages de perfectionnement ; - 1300 élèves ont effectué une formation en alternance école/entreprise ; - 130 entreprises ont été impliquées dans la formation en alternance ; - Journées Portes Ouvertes de l'Enseignement Secondaire Technique et Professionnel organisées, suivies et évaluées sur l'ensemble du territoire national ; - Capacités des Inspecteurs Pédagogiques Nationaux renforcées à l'élaboration des programmes d'entrepreneuriat.							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	- Les activités ont été effectivement menées avec les ressources allouées ; - En dehors de l'incubateur du Lycée Technique de Nkolbisson qui est partiellement équipé, les contraintes budgétaires n'ont pas permis de mettre en place des incubateurs de micro-entreprises qui sous-tend l'indicateur de cette action.							
Perspectives 2018	- Poursuite de l'élaboration des programmes d'initiation à l'entrepreneuriat ; - Organisation des stages de perfectionnement des enseignants en entreprises et de la formation en alternance des élèves, édition 2018 ; - Promotion de l'enseignement technique à travers l'organisation des journées portes ouvertes dans tous les établissements d'enseignement secondaire technique.							

Action 03 RENFORCEMENT DE LA COMPETITIVITE DE LA FORMATION ET DE L'INNOVATION

- Par rapport à la cible annuelle de 17% des établissements scolaires disposant de Centre de Ressources Multimédia, le résultat est largement dépassé car les établissements scolaires ont bénéficié des appuis autres que les ressources budgétaires (contribution des Associations des Parents d'Elèves, Ministère des Postes et Télécommunications, etc) ;
- L'équipement des laboratoires de sciences a été suspendu par le virement de crédits du 25 octobre 2017. D'où le faible taux de consommation des ressources.

OBJECTIF	Développer chez les apprenants les aptitudes complémentaires facilitant leur insertion socioprofessionnelle							
Indicateur	Intitulé:		Pourcentage d'établissements offrant de formations à valeur ajoutée (TIC)				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure		%					
	Année de référence:		2015					
	Valeur de référence:		13.0					
	Année cible:		2018					
	Valeur Cible		20.0				116,25	
	Réalisation exercice (Résultat technique):		17,65					
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	60 321 000	60 321 000	58 271 000	58 271 000	7	7	13,64 %	13,64 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	- Mise en œuvre des directives du Chef de l'Etat sur l'économie numérique ; - Promotion du bilinguisme ; - Création de Centres de Ressources Multimédia dans les établissements scolaires							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	- Elaboration du cadre organisationnel du Festival des Arts et Cultures à l'Ecole ; - Etat des lieux des Centres de Ressources Multi média ; - Organisation de la semaine du Bilinguisme							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	- Par rapport à la cible annuelle de 17% des établissements scolaires disposant de Centre de Ressources Multimédia, le résultat est largement dépassé car les établissements scolaires ont bénéficié des appuis autres que les ressources budgétaires (contribution des Associations des Parents d'Elèves, Ministère des Postes et Télécommunications, etc); - L'équipement des laboratoires de sciences a été suspendu par le virement de crédits du 25 octobre 2017. D'où le faible taux de consommation des ressources.							
Perspectives 2018	- Production des ressources audiovisuelles ; - Mise en œuvre des projets de protection de l'environnement dans les établissements scolaires ; - Equipement des centres de formation continue dans les établissements scolaires ; - Organisation du festival des Arts et Cultures à l'école et des activités de l'Ecole du Patrimoine Africain (EPA) ; - Promotion du bilinguisme à travers l'organisation de la semaine du bilinguisme et la redynamisation du journal bilingue dans les établissements scolaires.							

2017

RAPPORT ANNUEL
DE PERFORMANCE

2.4. PROGRAMME 334

GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DANS LE SOUS SECTEUR ENSEIGNEMENTS SECONDAIRES

Responsable du programme

Pr. POUGOUE Paul Gérard

2.4.1. PRÉSENTATION DU PROGRAMME

Objectif	Améliorer la gouvernance et la gestion optimale des ressources	
Indicateur	**Intitulé :**	Taux de réalisation des activités programmées au MINESEC
	Unité de mesure :	Pourcentage
	Valeur de référence	95 %
	Année de référence	2016
	Valeur cible	97%
	Année cible	2018
Actions du programme	**Action 01** : RENFORCEMENT DU SYSTÈME D'INFORMATION **Action 02** : RENFORCEMENT DE LA PLANIFICATION ET DE LA COOPERATION AU MINESEC **Action 03** : GESTION FINANCIERE ET BUDGETAIRE AU MINESEC **Action 04** : GESTION DES RESSOURCES HUMAINES **Action 06** : COORDINATION **Action 07** : AUDIT INTERNE ET CONTROLE AU MINESEC **Action 08** : VEILLE ET CONSEIL JURIDIQUE	
Dotations initiales	AE : 28 286 500 000	CP : 28 286 500 000
Responsable du programme	**Pr. IVO TAMBE LEKE**, Secrétaire Général	

OBJECTIF	Améliorer la gouvernance et la gestion optimale des ressources	
Indicateur	Intitulé:	Taux de réalisation des activités programmées au MINESEC
	Unité de mesure	%
	Valeur de référence: Année de référence:	97.0 2015
	Valeur Cible Année cible:	97.0 2018
ACTIONS DU PROGRAMME	Action 01:	RENFORCEMENT DU SYSTÈME D'INFORMATION
	Action 02:	RENFORCEMENT DE LA PLANIFICATION ET DE LA COOPERATION AU MINESEC
	Action 03:	GESION FINANCIERE ET BUDGETAIRE AU MINESEC
	Action 04:	GESTION DES RESSOURCES HUMAINES
	Action 06:	COORDINATION
	Action 07:	AUDIT INTERNE ET CONTROLE AU MINESEC
	Action 08:	VEILLE ET CONSEIL JURIDIQUE
DOTATIONS INITIALES	AE	CP

	28 286 500 000	28 286 500 000
RESPONSABLE DU PROGRAMME	Pr. POUGOUE Paul Gérard,	

2.4.2. CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME

Sur le plan institutionnel et réglementaire, les activités du programme support ont été menées dans un contexte de stabilité : Organigramme du 11 juin 2012, stabilité dans la structure des actions et des activités du programme, etc.

Sur le plan opérationnel, la mise en œuvre a été caractérisée par une plus grande attention accordée aux travaux de la chaîne PPBS, à l'amélioration du rendement des services et à la lutte contre la corruption en milieu scolaire.

Sur le plan budgétaire, l'achèvement des travaux des 5 Délégations Régionales a entraîné une baisse du volume des ressources allouées à ce programme. Par contre, des besoins importants sont recensés dans le domaine de la réhabilitation des bâtiments abritant les anciennes délégations régionales et départementales, ainsi que la construction et l'équipement des sièges du GCE Board et de l'Office du Baccalauréat.

2.4.3. PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2017

Pour l'exercice 2017, le taux de réalisation des activités programmées a été de 96%, ce qui est satisfaisant eu égard au nombre de structures centrales et déconcentrées que compte ce département ministériel. Toutefois, les difficultés ci-après ont limité cette performance :

- - L'insuffisance de bureaux. Le décret n°2012/267 du 11 juin 2012 a doté le Ministère des Enseignements Secondaires de trois nouvelles structures centrales (deux directions et une Inspection). De nouveaux bureaux n'ayant pas été encore été mis à disposition, 25% des personnels des services centraux se trouvent dans une situation qui ne favorise pas l'atteinte de résultats (directions sans secrétariat, ratio nombre de personnels par poste de travail élevé, etc) ;
- - L'insuffisance de postes de travail (mobiliers de bureau et matériel informatique) dans les services déconcentrés;
- - L'absence de matériel roulant pour certaines structures centrales chargées du contrôle et les Délégués Départementaux.

RÉSULTAT TECHNIQUE OBTENU	**96**%	
TAUX DE RÉALISATION DE L'INDICATEUR	100%	
DOTATION DE CRÉDITS RÉVISÉS:	AE 27 205 397 795	CP 27 205 397 795
(écarts = Dot.init - Dot.rev)	Ecart AE 1 081 102 205	Ecart CP 1 081 102 205
CRÉDITS CONSOMMÉS	AE 26	CP 26
TAUX DE CONSOMMATION	93,37 %	97,59 %
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES	L'atteinte des résultats du programme a été possible grâce notamment aux facteurs ci-après: - La Feuille de Route et le Plan d'Action ont été élaborés sur des bases plus réalistes ; - Les résultats attendus en matière d'audit et de contrôle interne ont été largement dépassés grâce à une optimisation des moyens et un plan de déploiement efficace ; La majorité des activités sont des activités organiques de routine	
PERSPECTIVES 2018	- Améliorer l'efficacité et l'efficience des services centraux par l'informatisation du traitement du courrier ; - Renforcer l'Unité de reprographie de la CAAP pour améliorer l'accès aux programmes d'études et autres supports pédagogiques; - Intensifier les actions de partenariat éducatif ; - Poursuivre l'automatisation du traitement des actes de carrière ; - Renforcer les moyens informatiques dédiés à la Gestion des Ressources Humaines ; - Acquérir ou aménager de nouveaux bureaux en vue de décongestionner les services centraux ; - Poursuivre les travaux des travaux de construction des sièges de l'OBC et du GCE-Board ; - Poursuivre l'équipement des bureaux des services centraux et déconcentrés en matériel informatique ; - Poursuivre les initiatives à résultats rapides (IRR) ; Intensifier des contrôles et des audits dans les structures centrales et déconcentrées.	

2.4.4. PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2017

Action 01 RENFORCEMENT DU SYSTÈME D'INFORMATION

- La passation des marchés publics à gestion centrale a connu un retard ;
- La mise en place de la Messagerie officielle du MINESEC n'est pas effective ;
- Le virement de crédits du 25 octobre 2017 a suspendu l'exécution du marché relatif à l'acquisition de matériels informatiques pour les services centraux

OBJECTIF	Améliorer le pilotage du sous-système par une information fiable et disponible.							
Indicateur	Intitulé:		Nombre d'outils informatiques (TIC) d'aide à la décision développés et opérationnels				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure		nb					
	Année de référence:		2015					
	Valeur de référence:		8.0					
	Année cible:		2018					
	Valeur Cible		10.0				50%	
	Réalisation exercice (Résultat technique):		9					
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	66 000 000	66 000 000	54 877 665	54 877 665	49	49	94,53 %	94,53 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	- Amélioration du rendement des services centraux ; - Incendie survenu dans le bâtiment ministériel qui a détruit les circuits électriques.							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	- **Communication** : - Activités du programme scolaire couvertes; - 24 émissions du Secondaire produites et diffusées sur CRTV poste national (1 émission toutes les 2 semaines) ; - production du magazine « Le Secondaire 2ème génération » - Actes du MINESEC diffusés sur le site web (arrêtés, décisions, communiqués, mutation, etc) ; **Courrier, Accueil, Documentation, Archives et Traduction :** - 31903 dossiers de « courrier arrivée » traités ; - documents officiels traduits ; - Environ 3369 actes de carrières physiques archivés ; - Application de traitement informatique du courrier mis en place. **Appui à l'Action Pédagogique :** - 04 drafts des annales produits (CAP ; CAPIEM, CAPIET, BEPC) ; - 07 drafts des résultats des CIP validés ; - 10 résultats des CIP en attente de validation ; - 2026 ECI accompagnés pédagogiquement ; - 02 ressources audiovisuelles produites. **Gestion des réseaux informatiques :** 2508 documents informatisés ;							

JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	- La passation des marchés publics à gestion centrale a connu un retard ; - La mise en place de la Messagerie officielle du MINESEC n'est pas effective ; - Toutefois, certaines activités d'Investissement ont été menés partiellement comme l'acquisition de véhicules de fonction tandis que d'autres n'ont pas été menées comme l'acquisition de mobilier de bureau. Les ressources ont été redéployées ; - Le virement de crédits du 25 octobre 2017 a suspendu l'exécution du marché relatif à l'acquisition de matériels informatiques pour les services centraux
Perspectives 2018	- Améliorer l'efficacité et l'efficience des services centraux par l'acquisition de matériels informatiques ; - Poursuivre l'extension du réseau Internet aux Inspections de Pédagogie ; Renforcer l'accès aux programmes d'études et autres supports pédagogiques par le renforcement de l'Unité de reprographie de la CAAP

Action 02 RENFORCEMENT DE LA PLANIFICATION ET DE LA COOPERATION AU MINESEC

Toutes les activités ont été menées avec les ressources allouées.

OBJECTIF	Améliorer la qualité des programmations et l'efficacité des dépenses							
Indicateur	Intitulé:	Nombre de Documents de planification et de programmation élaborés					TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure	nb						
	Année de référence:	2015						
	Valeur de référence:	4.0						
	Année cible:	2018						
	Valeur Cible	4.0					100%	
	Réalisation exercice (Résultat technique):	4						
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	103 000 000	103 000 000	87 026 557	87 026 557	86	86	99,77 %	99,77 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Sur le plan stratégique, le sous-secteur recherche une meilleure maîtrise de sa carte scolaire (distribution géographique des établissements scolaires, effectifs, etc);							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	**Actualisation des données statistiques et de la carte scolaire :** - Production de l'Annuaire statistique 2015-2016 ; - Réalisation de l'étude sur l'élaboration d'une carte scolaire géo-référencée, phase 1. **Elaboration de la Feuille de Route et du Plan d'Action** - Elaboration de la Feuille de Route et du Plan d'Action du MINESEC ; - Plan d'Action de l'Enseignement Normal élaboré et mis en œuvre ; **Etudes, élaboration et suivi des projets** - PAP élaboré ; - CDMT élaboré ; **Renforcement de la coopération et du partenariat** 3 conventions de partenariat signées;							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	Toutes les activités ont été menées avec les ressources allouées							
Perspectives 2018	- Intensification des actions de partenariat éducatif ; - Poursuivre l'opérationnalisation du dialogue de gestion ; Améliorer la maturité des projets du CDMT.							

Action 03 GESION FINANCIERE ET BUDGETAIRE AU MINESEC

- Toutes les activités ont été menées avec les ressources budgétisées;
- La majorité des activités du programme 334 s'effectuent par des courtes procédures de contractualisation (Demandes de Cotation ou Bons de Commandes), ce qui favorise un taux élevé de consommation des ressources.

OBJECTIF	Assurer une bonne exécution financière des programmes au MINESEC							
Indicateur	Intitulé:	Taux d'exécution du budget					TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure	%						
	Année de référence:	2015						
	Valeur de référence:	95.0						
	Année cible:	2018						
	Valeur Cible	97.0					129,5%	
	Réalisation exercice (Résultat technique):	97,59%						
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	5 191 750 000	5 191 750 000	4 934 747 381	4 934 747 381	4 889 128 600	4 752 127 389	98,87 %	96,3 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	stabilité du programme support							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	**Elaboration des documents de Budgétisation et Coordination de la chaîne PPBS** : - Elaboration du PPA ; - Elaboration du RAP 2016. **Amélioration des conditions de travail dans les services centraux** - Entretien du bâtiment ministériel effectué ; - Entretien et maintenance des ascenseurs effectués ; - Entretien des installations électriques, climatiseurs et plomberie effectué ; - Gardiennage du bâtiment ministériel effectué ; - Entretien des espaces verts de l'immeuble ministériel effectué ; - Entretien des photocopieurs et matériels informatiques effectué ; - Accroissement des postes de travail dans les services centraux par l'acquisition de mobiliers de bureau; - Entretien et maintenance du réseau de télécommunication effectué. - **Paiement des arriérés d'investissement des exercices clos dus à certains prestataires pour services faits;** - **Mise oeuvre des activités du Globe Program ;** - **Mise en oeuvre des Activités du Centre de Micro-Sciences ;** **Appui aux syndicats et aux ONG**							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	- Certaines activités d'Investissement ont été menés partiellement comme l'acquisition de véhicules de fonction tandis que d'autres n'ont pas été menées comme l'acquisition de mobilier de bureau. Les ressources ont été redéployées ; ; - La majorité des activités du programme 334 s'effectuent par des courtes procédures de contractualisation (Demandes de Cotation ou Bons de Commandes).							
Perspectives 2018	- Renforcer le suivi de l'exécution du budget dans les services centraux et déconcentrés ; - Budgétiser séparément les différentes activités de la chaîne PPBS : PAP - CDMT - PPA - RAP et Dialogue de Gestion							

Action 04 GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

- Vétusté et insuffisance du matériel informatique du SIGIPES;
- Tenue du Comité assainissement.

OBJECTIF	Améliorer la qualité de la gestion administrative du personnel							
Indicateur	Intitulé:		Pourcentage de dossiers traités (SIGIPES)				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure		%					
	Année de référence:		2015					
	Valeur de référence:		80.0					
	Année cible:		2018					
	Valeur Cible		96.0				90%	
	Réalisation exercice (Résultat technique):		90%					
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	20 058 000 000	20 058 000 000	19 348 524 596	19 348 524 596	19	19	99,97 %	99,97 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	- Mise en œuvre de l'assainissement du fichier personnel en relation avec le MINFOPRA; Volume élevé de dossiers de carrière et solde en attente de traitement et de prise en charge.							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	- assainissement du fichier solde et personnel avec 16 530 actes signés et basculés sur ANTILOPE ; - gestion des carrières des personnels avec : · 11 000 actes d'avancement traités automatiquement ; · 12 153 dossiers d'intégration traités ; - traitement de 1 150 dossiers de liquidation des droits ; - gestion de la formation continue des personnels avec : · 60 personnels formés à l'utilisation de SIGIPES et ANTILOPE ; - l'affectation de 5 620 lauréats des Ecoles Normales Supérieures							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	- Insuffisance du matériel informatique du SIGIPES - Tenue du Comité assainissement.							
Perspectives 2018	- Poursuivre l'automatisation du traitement des actes de carrière ; - Créer des liens pour la consultation du traitement des dossiers SIGIPES en région ; - Renforcer les moyens informatiques dédiés à la Gestion des Ressources Humaines - Consolider la base des données des personnls du MINESEC							

Action 06 COORDINATION

- Les réunions mensuelles de coordination régionale ont été effectives;
- Manque de véhicules aux Délégués Départementaux pour assurer l'encadrement des établissements scolaires.

OBJECTIF	Améliorer la collecte et la gestion de l'information dans les services centraux et déconcentrés du MINESEC							
Indicateur	Intitulé:	% de rapports d'activités collectés et exploités					TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure	%						
	Année de référence:	2015						
	Valeur de référence:	84.0						
	Année cible:	2018						
	Valeur Cible	90.0					100%	
	Réalisation exercice (Résultat technique):	90%						
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	2 733 750 000	2 733 750 000	2 680 271 654	2 680 271 654	2	2	86 %	82,87 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	- L'instabilité dans les régions du Nord-ouest et du Sud-ouest a entraîné des dépenses de coordination plus élevées; Problèmes sécuritaires dans certaines localités de la région de l'Extrême-Nord ayant entraîné la délocalisation de certains établissements scolaires.							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	**Coordination centrale du Secrétaire Général :** - 12 Rapports de coordination produits ; - 06 réunions de concertation organisées pour les responsables des services centraux, déconcentrés et des organismes sous-tutelles organisées ; **Coordination des Inspections de Services** : - Rapports de coordination produits ; **Coordination des inspections de pédagogie, des directions et des divisions :** - Rapports de coordination produits, **Coordination des services déconcentrés :** Rapports et pièces périodiques produits et transmis.							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	- Les réunions mensuelles de coordination régionale ont été effectives; Manque de véhicules aux Délégués Départementaux pour assurer l'encadrement des établissements scolaires.							
Perspectives 2018	- Poursuivre des travaux de construction des sièges du GCE-Board ; - Lancement des travaux de construction de l'OBC - Poursuivre l'équipement des bureaux des services centraux et déconcentrés en matériel informatique							

Action 07 AUDIT INTERNE ET CONTROLE AU MINESEC

Les résultats attendus en matière d'audit et de contrôle interne ont été largement dépassés grâce à une optimisation des moyens et un plan de déploiement efficace.

OBJECTIF	Evaluer la qualité du fonctionnement et du rendement des services centraux, déconcentrés et sous-tutelle							
Indicateur	Intitulé:	% de structures auditées et contrôlées					TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure	%						
	Année de référence:	2015						
	Valeur de référence:	90.0						
	Année cible:	2018						
	Valeur Cible	95.0					100%	
	Réalisation exercice (Résultat technique):	95%						
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	107 000 000	107 000 000	78 369 957	78 369 957	74	74	94,35 %	94,35 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	- Promotion de la bonne gouvernance en milieu scolaire ; - Amélioration de la qualité et du rendement du service éducatif ;							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	- 89 structures auditées et contrôlées ; - Projet de l'Enseignement Secondaire Technique (PEST) audité ; - Mise en œuvre des Initiatives à Résultats Rapides ; - Révision du Manuel de gestion Financière des établissements scolaires ; - fermeture des établissements scolaires privés clandestins.							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	Les résultats attendus en matière d'audit et de contrôle interne ont été largement dépassés grâce à une optimisation des moyens et un plan de déploiement efficace.							
Perspectives 2018	- Poursuite des initiatives à résultats rapides (IRR) ; Intensification des contrôles et des audits dans les structures centrales et déconcentrées.							

Action 08 VEILLE ET CONSEIL JURIDIQUE

Les activités de cette action ont été entièrement menées avec les ressources disponibles.

OBJECTIF	Développer la culture juridique, préserver les intérêts de l'Etat et veiller au respect des normes et procédures juridiques							
Indicateur	Intitulé:	Pourcentage d'avis juridiques émis					TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure	%						
	Année de référence:	2015						
	Valeur de référence:	90.0						
	Année cible:	2018						
	Valeur Cible	100.0					100%	
	Réalisation exercice (Résultat technique):	100%						
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	27 000 000	27 000 000	21 579 985	21 579 985	21	21	100 %	100 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	- Promotion de la bonne gouvernance en milieu scolaire ; - Amélioration de la qualité et du rendement du service éducatif ;							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	**Suivi du respect des normes et des procédures:** - 117 avis juridiques émis en 2017; - 49 projets et avant-projets de textes élaborés en 2017; - Collecte et transmission au MINDCAF de 541 dossiers de demande d'immatriculation au profit de plusieurs établissements scolaires ; - Mise en conformité des textes de l'OBC et du GCE Board avec les dispositions de la loi n°2017/010 du 12 juillet 2017 portant statut général des établissements publics. **Défense des intérêts de l'Etat au MINESEC**: - la rédaction de 50 conclusions et mémoires ; - le suivi de 50 procès devant les tribunaux ; l'élaboration de 25 avant-projets et projets de textes juridiques							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	Les activités de cette action ont été entièrement menées avec les ressources disponibles							
Perspectives 2018	- Poursuite de la sécurisation des sites des établissements scolaires - Engager l'élaboration du cadre juridique des lycées techniques professionnels							

3. BILAN STRATEGIQUE ET PERSPECTIVES

3.1. RAPPROCHEMENT DES RÉSULTATS OBTENUS AVEC L'OBJECTIF STRATÉGIQUE DU MINISTÈRE

Globalement, les résultats obtenus dans l'exécution des programmes en 2017 ont contribué à l'atteinte de l'objectif stratégique du Ministère :

- Les activités de l'enseignement secondaire général, l'enseignement secondaire technique et l'enseignement normal ont été organisées;
- la révision des programmes d'études et la recherche des méthodes de l'enseignement secondaire général et technique ont été poursuivies ;
- la formation morale, civique et intellectuelle des élèves de l'enseignement secondaire général et technique a été effectuée ;
- les statistiques du Sous-secteur ont été élaborées et analysées ;
- la gestion administrative et pédagogique des structures d'enseignement publiques et privées ont été suivies et contrôlées ;
- les activités d'orientation et de planification scolaire ont été menées ;
- les constructions des bâtiments et infrastructures scolaires ont été suivies et contrôlées ;
- la formation continue des personnels enseignants a été effectuée ;
- les examens officiels ont été organisés par les organismes sous tutelle :
  l'Office du Baccalauréat du Cameroun (O.B.C) ;
  le General Certificate of Education Board (G.C.E. Board).

3.2. LEÇONS APPRISES

- Les projets dont les crédits sont délégués sont plus rapidement exécutés par rapport aux projets à gestion centrale ;
- La contractualisation des projets dont le délai d'exécution est supérieur à 6 mois devrait être achevée avant le mois de mars ;
- Les régions qui présentent des résultats scolaires les plus faibles sont également celles dans lesquelles le nombre moyen d'enseignants par établissement est le plus faible ;
- La mise en place des incubateurs de micro-entreprises, l'équipement des ateliers de pratique professionnelle et le développement du partenariat avec les milieux socioprofessionnels conditionnent l'atteinte des objectifs de la professionnalisation.

3.3. PERSPECTIVES 2018

- Poursuivre la révision des programmes d'études ;
- Organiser des activités ciblées de formation continue et d'encadrement des enseignants dans le but de niveler à la hausse les performances scolaires régionales des apprenants;
- Renforcer le personnel enseignant dans les régions où le taux de réussite aux examens officiels est en deçà de la moyenne nationale ;
- Renforcer la lutte contre les déperditions scolaires, la montée de la violence et la

consommation des drogues en milieu scolaire ;

- Reconstruire les infrastructures scolaires détruites dans les régions du Nord-ouest et du Sud-ouest ;
- Mettre en place un programme d'accompagnement des élèves déplacés de la région de l'Extrême-Nord et des élèves affectés par la crise des régions anglophones ;
- Renforcer la lutte contre la corruption en milieu scolaire ;
- Développer le partenariat avec les milieux socioprofessionnels, l'équipement des ateliers et la formation en alternance pour améliorer l'insertion socioprofessionnelle des produits de l'Enseignement Secondaire Technique et Professionnel.